

N° DP 24/1036

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA SOCIETE FREE MOBILE EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE ANTENNE DE TELEPHONE A LA CRAU - COMPLEXE SPORTIF LE VALLON DU SOLEIL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande d'installation d'une antenne de téléphonie dans l'enceinte du complexe sportif du Vallon du Soleil en date du 13 juin 2024,

VU la décision de non opposition à une déclaration préalable par arrêté de la Commune de La Crau n° 2024-0829 en date du 25 septembre 2024,

VU la convention d'occupation temporaire, ci-annexée,

CONSIDERANT que depuis le 04 mars 2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du complexe sportif du Vallon du Soleil, constitué notamment de la parcelle cadastrée section BW n° 200 d'une surface de 83 869 m², sise à La Crau (83260), 295 chemin des Genévriers,

CONSIDERANT que la société Free Mobile a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation commerciale d'un réseau radioélectrique soumise à des obligations réglementaires et qu'elle s'est vue confier, à ce titre, une mission d'intérêt public avec l'obligation de garantir la continuité des Services,

CONSIDERANT que la société Free Mobile a sollicité la Métropole, en date du 13 juin 2024, afin de disposer d'un droit d'occupation d'une surface de 20 m² prélevé sur la parcelle cadastrée section BW n° 200 destiné à l'exploitation d'Infrastructures et d'Équipements Techniques dédiés à ces Services,

CONSIDERANT que la Commune de La Crau sur laquelle seront implantées les infrastructures de téléphonie a confirmé son agrément pour cette implantation et a délivré une décision de non opposition à une déclaration préalable par arrêté n° 2024-0829 en date du 25 septembre 2024,

CONSIDERANT que conformément à l'article L 2122-1-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise en concurrence n'est pas applicable lorsque le titre d'occupation est destiné à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public,

CONSIDERANT qu'en conséquence, il convient de délivrer à la société Free Mobile une convention d'occupation temporaire pour une durée de 11 ans, moyennant une redevance annuelle de douze-mille-cinq cents euros TTC (12500 € TTC).

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire consentie à la société Free Mobile en vue de l'installation d'une antenne de téléphonie sur une surface de 20 m² prélevée sur la parcelle cadastrée section BW n° 200, sise à La Crau (83260), 295 chemin des Genévriers, complexe sportif du Vallon du Soleil, pour une durée de 11 ans, moyennant une redevance annuelle de douze-mille-cinq cents euros TTC (12500 € TTC).

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°52241 - article n° 70388 - Budget principal.

La présente Décision sera

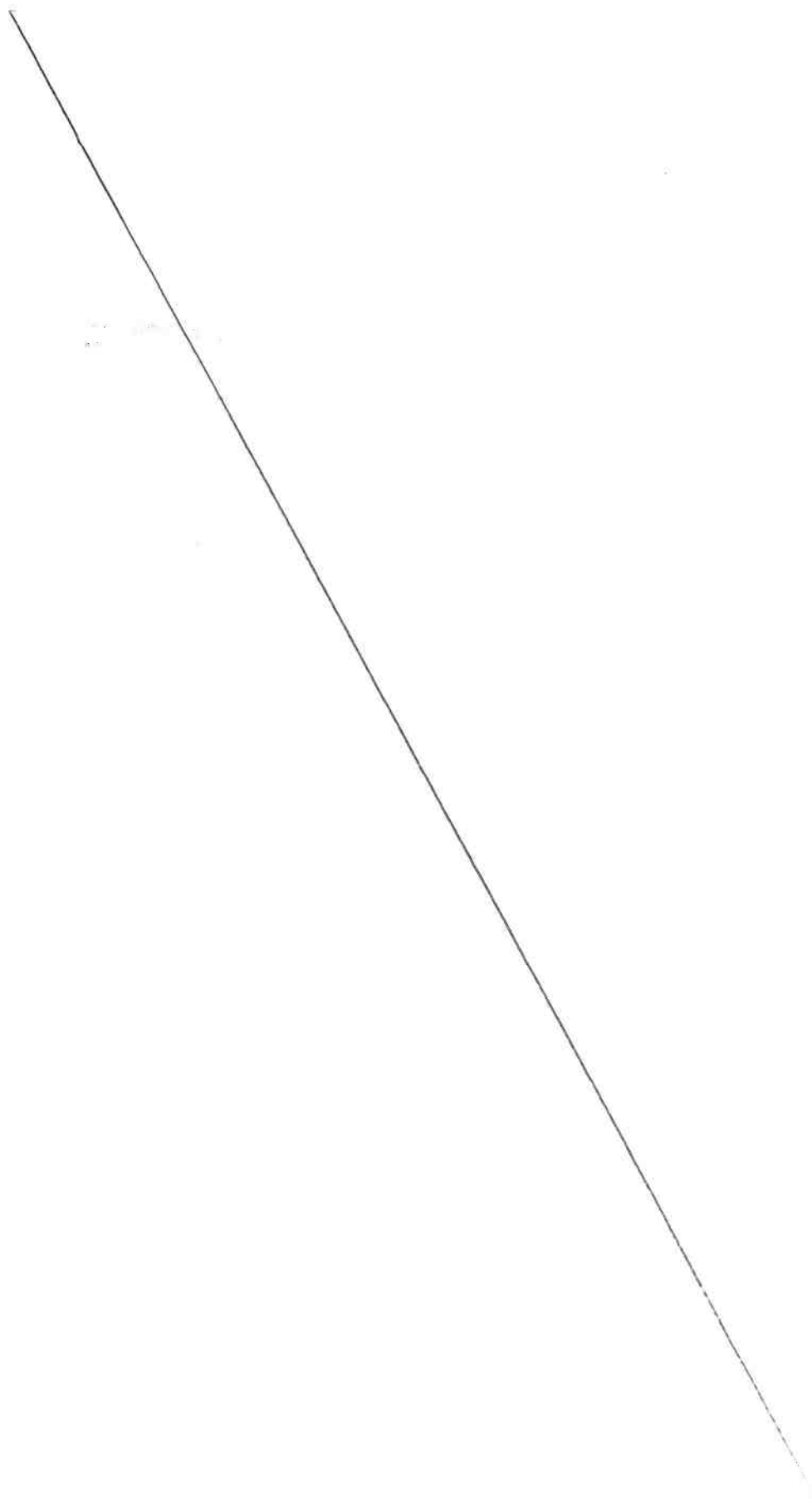
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSENTIE A LA SOCIETE FREE MOBILE
EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE ANTENNE DE
TELEPHONIE
COMPLEXE SPORTIF DU VALLON DU SOLEIL
COMMUNE DE LA CRAU**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° DP

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'une part

ET

FREE MOBILE, Société par Action Simplifiée, au capital de 365 138 799 Euros, immatriculée sous le numéro 499 247 138 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, dont le siège social est situé à PARIS (75008), 16 rue de la Ville l'Evêque, représentée par Monsieur Antoine LE GAL, Directeur du Déploiement, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire » ou « l'Occupant »,

D'autre part

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis le 04 mars 2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du complexe sportif du Vallon du Soleil, constitué notamment de la parcelle cadastrée section BW n° 200 d'une surface de 83 869 m², sise à la Crau (83260), 295 chemin des Genévriers.

La société Free Mobile a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation commerciale d'un réseau radioélectrique. Elle est soumise à des obligations réglementaires et s'est vu confier, à ce titre, une mission d'intérêt public avec l'obligation de garantir la continuité des Services.

A ce titre, la société Free Mobile a sollicité la Métropole, en date du 13 juin 2024, afin de disposer d'un droit d'occupation de la parcelle cadastrée section BW n° 200 destiné à l'exploitation d'Infrastructures et d'Équipements Techniques dédiés à ces Services.

La Commune de la Crau sur laquelle seront implantées les infrastructures de téléphonie a confirmé son agrément pour cette implantation et a délivré une décision de non opposition à une déclaration préalable par arrêté n° 2024-0829 en date du 25 septembre 2024.

Conformément à l'article L 2122-1-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise en concurrence n'est pas applicable lorsque le titre d'occupation est destiné à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée consent à délivrer à la société FREE Mobile une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

Par la présente convention, le Propriétaire met à la disposition du Bénéficiaire, qui accepte, un **emplacement d'environ 20 m²** implanté sur parcelle cadastrée section BW n° 200, d'une surface de 83 869 m², sise à la Crau (83260), 295 chemin des Genévriers afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures (ci-après dénommées « Infrastructures ») et des équipements techniques (ci-après dénommés 'Équipements Techniques'). Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Par Équipements Techniques, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les matériels et les équipements de communications électroniques ou non, enterrés, installés au sol ou positionnés sur les emplacements loués (notamment baies, faisceaux hertziens, antennes, bretelles, et autres équipements du système antenne), d'énergie (notamment TGBT et câbles) et de raccordement transmission (notamment liaison cuivre, fibre optique, liaisons louées, fourreaux dans lesquels ces liaisons transitent) appartenant à des opérateurs.

Par Infrastructures, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les équipements de sécurité (échelles d'accès, équipements de sécurité collective et individuelle etc.), les équipements d'aménagement et d'environnement (ex : support des baies, paratonnerre, ventilation, shelters, etc.), les équipements et câbles d'énergie et l'ensemble des aménagements au sol ou enterrés ou verticaux ou aériens (chemins de câbles et/ou regards), dont les mâts et/ou pylônets et/ou pylônes, appartenant au Bénéficiaire.

Les Infrastructures et Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités technologiques et d'ingénierie. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le plan de sécurité, le plan d'élévation et le plan de vue d'ensemble), présente à titre indicatif les

Infrastructures et les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Article 2 - Emplacement mis à disposition - Equipements techniques.

A compter de la prise d'effet de la présente, la Métropole autorise le Bénéficiaire à installer et maintenir en exploitation une station de radiotéléphonie et ses équipements techniques sur les emplacements de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, et tels qu'ils figurent dans son dossier technique annexé.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface de 20 m² environ de la parcelle cadastrée section BW n° 200 afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures et des équipements techniques. Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Article 3 - Durée — Prise d'effet

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de 11 ans (onze ans) à compter de la date de notification du Propriétaire au Bénéficiaire.

Article 4 — Renouvellement

Conformément à l'article 3, la présente convention est consentie pour une durée de 11 ans non renouvelable. Les parties devront s'accorder au moins six mois avant l'échéance du contrat pour étudier une éventuelle suite.

Article 5— Redevance

La redevance annuelle 2024 à verser à la Métropole s'élève à 10 416,67 euros HT (dix mille quatre cent seize euros et soixante-sept centimes), soit **douze mille cinq cents euros TTC** (12 500 € TTC).

Cette redevance sera payable d'avance à réception du titre de recette de la trésorerie municipale de Toulon.

La redevance sera toujours due pour l'année civile entière. Cependant si la prise d'effet n'est pas un premier janvier, la redevance sera calculée au prorata-temporis du nombre de mois la première année, étant précisé que tout mois commencé sera dû dans son intégralité. Cette disposition est également applicable en cas de résiliation sans faute du Bénéficiaire.

Article 6 — Indexation

Chaque année, au 1er janvier, la redevance sera augmentée de 2 % automatiquement et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Article 7 — Impôts, taxes et contributions – Charges

Le Bénéficiaire s'engage à acquitter ou à rembourser, au Propriétaire, à la première demande, sur justificatifs, tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient résulter de la présente convention, y compris les taxes foncières si les emplacements devaient y être assujettis, la TVA, etc.

Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'exploitation de ses équipements techniques et fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation,

abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphonie, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra réclamer aucune participation, pour quelque motif que ce soit, à la Métropole.

Article 8 — Etat des lieux

Le Bénéficiaire prendra les emplacements situés sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du Propriétaire, aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail.

Il ne pourra faire aucune réclamation à ce sujet, pour quelque motif ni exercer aucun recours contre le Propriétaire pour vice de construction, dégradation, infiltration, cas de force majeure et toute autre cause quelconque intéressant l'état de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain ou des emplacements (sols, sous-sol, etc....), et même la vétusté et l'usure.

Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux pour les avoir visités et les accepte comme tels. Il s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

Un état des lieux contradictoire sera effectué préalablement à la prise d'effet de la présente et à la fin de la convention. Une copie sera adressée à chacune des parties.

Article 9 — Accès

Les équipements techniques seront entièrement autonomes et fonctionneront sans personnel.

Sans nuire à l'exploitation du complexe sportif, et à son bon fonctionnement, le Bénéficiaire et ses préposés auront le libreaccès à leurs équipements tant pour les besoins de l'installation de son matériel que pour ceux de leur maintenance et leur entretien, durant les périodes d'ouverture du site, à savoir :

- 8h00 à 12h30 et 13h15 à 17h les lundis, mardis, jeudis et vendredis en période scolaire.
- 8h00 à 17h00 les mercredis en période scolaire et vacances scolaires (sauf pendant les vacances de fin d'année)

Les horaires d'ouverture du site le samedi et dimanche sont variables suivant la programmation des compétitions.

Le Bénéficiaire et ses préposés ne pourront circuler sur l'emprise de la Dépendance du Domaine Public que munis d'une autorisation en bonne et due forme ou de leur carte professionnelle. Il ne pourra pas accéder aux installations, ni aux équipements techniques de la Métropole.

Concernant les interventions nécessitant la venue d'une nacelle, la maintenance se déroulera lors des jours fériés. Il bénéficiera d'un jour de fermeture annuel de la déchèterie hors lundi et vendredi (respect d'un délai de prévenance de 48 heures, affichage informatif à l'entrée de la déchèterie).

Sauf cas de force majeure dûment justifié au Bénéficiaire, le Propriétaire ou toute personne agissant pour son compte ne pourra en aucun cas déplacer ou intervenir sur les installations du Bénéficiaire de quelque façon que ce soit et pour quelque raison que ce soit sans l'accord préalable et écrit du Bénéficiaire.

Enfin, le Propriétaire s'engage à informer, préalablement et par écrit dans le délai de QUINZE (15) jours sauf cas de force majeure, le Bénéficiaire de toute intervention prévue dans le

périmètre de sécurité des Infrastructures et Équipements Techniques afin que le Bénéficiaire puisse prendre toute mesure utile s'il y a lieu.

Pendant les travaux d'installation de l'antenne, l'accès au site sera effectué par le portail d'accès des secours du côté de l'impasse de l'Obier avec une autorisation de stocker du matériel sur la restanque jouxtant ce portail d'accès.

Article 10 - Sauvegarde des activités de la Métropole

Pendant la durée de fonctionnement de ses équipements, le Bénéficiaire s'engage à ne pas créer de gêne aux installations actuelles ou futures de la Métropole qui sont prioritaires et qui résultent de la destination de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, ce que le Bénéficiaire ne peut ignorer.

Les équipements techniques du Bénéficiaire, existants ou à venir, ne devront générer aucune dégradation et atteinte à l'intégrité du site, ne présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la maintenance du site. En aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra utiliser des équipements qui pourraient être de nature à perturber l'exploitation du site de la Métropole.

Ils ne devront également avoir aucune interférence sur les installations radios ou techniques que la Métropole utilise actuellement, ou sur ceux susceptibles d'être utilisés dans l'avenir, compte tenu de l'évolution des techniques de communication.

En tout état de cause, le Bénéficiaire s'engage à faire immédiatement procéder, à ses frais, aux interventions nécessaires résultant directement de la présence de ses installations de radio télécommunication et/ou des interventions de ses agents.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir l'accès, à protéger et à ne pas endommager les plates-formes et repères géodésiques de l'I.G.N. lorsqu'il en existe, de même que les balises éventuelles pour la protection aéronautique.

Par ailleurs, la Métropole conserve la possibilité d'installer de nouveaux équipements radio ou téléphoniques pour ses besoins propres.

Si les nouveaux équipements de la Métropole gênent les émissions / réceptions du Bénéficiaire ou sont gênés par les équipements techniques du Bénéficiaire, ce dernier tentera de trouver avec la Métropole des solutions de mises en compatibilité, aux frais du Bénéficiaire.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, et si le Propriétaire n'est pas en mesure de lui proposer une solution de remplacement permettant une couverture mobile équivalente, le Bénéficiaire pourra résilier la présente convention, sans aucune contrepartie financière.

Article 11 — Droits et obligations

Les droits et obligations sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du Domaine Public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

L'espace mis à disposition à l'article 1 étant implanté sur une parcelle en zone naturelle, le Bénéficiaire devra se conformer à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du **débroussaillage obligatoire** et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var.

De même, le Bénéficiaire fera le nécessaire pour que les installations du Propriétaire ne soient **pas endommagées par la foudre**, en raison de la présence des équipements techniques.

Il devra mettre en œuvre, selon les règles de l'art, les protections habituellement installées par les professionnels en la matière, et devra en particulier s'assurer du respect des normes.

Article 12 — Travaux et aménagement — Entretien — Réparations

a) Travaux et Aménagement dans les lieux mis à disposition :

La Métropole accepte que le Bénéficiaire réalise et maintienne sous sa responsabilité en cas de besoin à ses frais exclusifs, sur les emplacements autorisés les aménagements figurant dans le dossier technique annexé, nécessaires à l'activité d'exploitant de sites points hauts.

Les Infrastructures et Equipements Techniques du Bénéficiaire pourront éventuellement faire l'objet de modifications, dès lors qu'elles restent compatibles avec la configuration générale des lieux ainsi qu'avec la destination du site et avec les clauses et conditions de la présente. Ces modifications devront recevoir un agrément préalable et écrit du Propriétaire après présentation d'un dossier technique et s'il y a lieu une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.

Les équipements techniques et ses aménagements devront respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que la réglementation applicable en la matière, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il devra également tenir compte de la qualité des matériaux installés ou des prestations effectuées à proximité des eaux destinées à la consommation humaine.

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires, notamment en matière d'urbanisme, nécessaires à l'implantation et à l'exploitation des « équipements techniques » sans engagement d'aucune sorte de la Métropole.

Cependant dans le respect des lois et des règlements en vigueur ainsi que des clauses et conditions de la présente convention, la Métropole s'engage à délivrer au Bénéficiaire tout accord qui lui sera nécessaire en vue de l'obtention des dites autorisations.

A cet effet, le Bénéficiaire est d'ores et déjà autorisé à déposer toutes demandes d'urbanisme qui pourraient s'avérer nécessaires à la réalisation ou aux modifications ultérieures de ses équipements techniques.

Cependant, l'obtention de ces autorisations d'urbanisme ne dispense pas des accords préalables et écrits de la Métropole pour la réalisation de ses équipements techniques.

Ainsi, en aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra réaliser d'installations, ou ériger de constructions, fixes à caractère définitif autres que ceux figurant dans le dossier technique annexé, sans le consentement préalable et écrit du Représentant de la Métropole, et la passation d'un avenant à la présente.

b) Non-nuisance des équipements :

Pour veiller au respect des valeurs limites d'exposition du public, le Bénéficiaire se conformera aux procédures mises en place par l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

A l'issue des travaux le Bénéficiaire en informera la Métropole. Celle-ci pourra à tout moment solliciter l'ANFR, seule compétente en matière de mesures de rayonnement électromagnétique, à l'effet de confirmer la conformité de l'installation du Bénéficiaire.

Dans le cas où les valeurs limites sont dépassées, le Bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger cette situation. Tant que les données ne seront pas conformes à la réglementation, l'antenne ne pourra pas être mise en fonction.

c) Entretien — réparation par le Bénéficiaire :

Le Bénéficiaire devra maintenir les emplacements, les équipements techniques ainsi que les ouvrages qui auront été modifiés en bon état d'entretien et de propreté compte tenu de la destination du site.

Les Équipements Techniques installés sont et demeurent la propriété des opérateurs accueillis sur les Infrastructures du Bénéficiaire.

En conséquence, le Bénéficiaire assumera toutes les charges, les réparations, l'entretien, etc... afférents aux Infrastructures et équipements techniques.

d) Réparation sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain par la Métropole

En cas de travaux envisagés par la Métropole sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, et notamment sur l'un ou plusieurs des lieux où sont installés les équipements techniques, conduisant à la suspension temporaire de fonctionnement des équipements techniques, la Métropole devra prévenir le Bénéficiaire en respectant les délais de préavis définis ci-après :

- Dans l'hypothèse où la suspension temporaire du fonctionnement des équipements techniques mis en place par le Bénéficiaire excéderait 15 jours, la Métropole devra avertir le Bénéficiaire en respectant un préavis de 3 mois.
- Dans l'hypothèse où ladite suspension serait inférieure ou égale à 15 jours, la Métropole avisera le Bénéficiaire le plus tôt possible.

La survenance d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou de faits d'un tiers nécessitant des travaux urgents de remise en état de l'ouvrage, dont l'absence risque de mettre en péril la continuité du service public du complexe sportif, dispense la Métropole de toute obligation d'information au Bénéficiaire.

La Métropole s'engage, dès à présent, à faire tout leur possible pour trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre au Bénéficiaire de transférer à ses frais et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Bénéficiaire pourra sans préavis résilier la présente convention sans que l'une des quelconques des parties puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Si le Bénéficiaire n'a pas fait valoir son droit de résiliation, à l'expiration des travaux, le Bénéficiaire pourra procéder, à la réinstallation de ses équipements techniques.

Article 13 — Fonds de commerce — Propriété commerciale

Le Bénéficiaire déclare que les emplacements, objet de la présente, sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront en aucune façon être utilisés à d'autres fins, notamment en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Compte tenu de la nature juridique du site, il est précisé que la présente est consentie « intuitu personae », ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

Considérant la déclaration faite par le Bénéficiaire, ainsi que la destination du Domaine Public Métropolitain, il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de la propriété commerciale, d'un fonds de commerce, ainsi que les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 qui ont été incorporées dans le nouveau Code du Commerce sous les articles L 145-1 et suivants ainsi que des textes subséquents.

La Métropole pourra, si bon leur semble, après que leur sera adressée par le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception, autoriser la cession ou la sous-location à un nouvel opérateur. En cas d'accord, un avenant sera signé entre les parties. Cet avenant définira notamment les modalités financières en cas de sous-location ou d'augmentation des surfaces louées.

Il est expressément stipulé que la Métropole se réserve le droit de ne pas accepter la demande du Bénéficiaire et ce sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 14 — Perturbations radioélectriques

S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, le Bénéficiaire s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire du pylône avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

La Métropole, ou d'éventuels cohabitants, auront la possibilité d'installer sur les lieux tous les équipements qu'ils jugeront utiles pour le bon fonctionnement de leurs services.

La Métropole pourra autoriser d'autres opérateurs à s'implanter sur le site sans que le Bénéficiaire ne puisse s'y opposer.

Cependant, la Métropole s'engage à ne pas délivrer de nouvelles autorisations sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain sans étude de comptabilité radioélectrique avec les équipements techniques autorisés des opérateurs accueillis du Bénéficiaire et le matériel du nouveau locataire. Le nouvel opérateur devra, dans un délai de 30 jour ouvrable, suivant la demande qui lui sera faite à l'appui du dossier technique qui lui sera adressé soit par la Métropole, soit par le Bénéficiaire, communiquer à la Métropole l'étude de compatibilité qu'il aura lui-même menée à ses frais.

Si ces études, démontrent que le matériel du nouveau locataire, risque de provoquer des interférences avec les équipements techniques du Bénéficiaire, la Métropole s'engage à exiger du nouveau locataire, la mise en conformité de ses matériels, et si celle-ci est impossible, à ne pas lui consentir d'autorisation.

Article 15 — Environnement législatif — Réglementaire et information

Environnement législatif et réglementaire :

Pendant toute la durée de la présente, le Bénéficiaire s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soient toujours conforme à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de santé publique et notamment les dispositions du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L 32 du Code des Postes et des Communications Électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour le Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux, le Bénéficiaire devra :

- _ Soit faire suspendre les émissions des équipements concernés jusqu'à leur remise en conformité,
- _ Soit mettre fin à la présente dans les conditions prévues à l'article « Extinction », ci-après par lettre recommandée avec accusé réception sans préavis ni indemnités.

Le Propriétaire reconnaît avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile » jointe en annexe.

Article 16 — Opposabilité

Dans la mesure où la Métropole déciderait d'aliéner la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, après accomplissement des formalités nécessaires, la présente serait résiliée de plein droit dans les conditions fixées à l'article 19.

La Métropole s'engage à informer le Bénéficiaire de toute décision de déclassement ou transfert de cette Dépendance.

Article 17 — Responsabilité — Assurances

a) Responsabilité

Le Bénéficiaire demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques ainsi que des préjudices causés aux tiers et aux biens de la Métropole.

Pour tout dommage immatériel (perte d'un droit, perte de jouissance ou d'exploitation, préjudices commerciaux) que l'une des parties occasionnera à l'autre, les parties et leurs éventuels assureurs respectifs renonceront à tout recours réciproque, sauf en cas de faute prouvée.

Le Bénéficiaire est gardien exclusif de ses installations et de ses équipements techniques, la Métropole ne garantissant aucune surveillance. Le Bénéficiaire ne pourra donc prétendre à aucune indemnité pour défaut de surveillance en cas de sinistre.

La Métropole ne pourra en aucune façon être responsables des risques spéciaux qui pourraient résulter de l'exploitation ou des équipements techniques du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

b) Assurances

Le Bénéficiaire devra souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une assurance « Dommage aux biens » pour ses équipements et une assurance « Responsabilité Civile » garantissant notamment les risques d'incendies, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et professionnels ainsi que tous les risques spéciaux liés à son activité.

Cette ou ces polices devront être souscrites auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) notoirement solvable(s).

La Métropole se réserve la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Dans le cas où l'installation technique du Bénéficiaire entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par la Métropole, pour garantir les emplacements du Domaine Public Métropolitain, le Bénéficiaire remboursera le montant des primes supplémentaires, sur justificatifs.

Si le Bénéficiaire a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, le Bénéficiaire reste seul responsable, à l'égard de la Métropole de tout fait de son sous-traitant.

Article 18 — Condition résolutoire

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives ou réglementaires nécessaires à l'implantation des équipements techniques visés par les présentes, et dont le Bénéficiaire fait son affaire personnelle, sans que la Métropole puisse être inquiétée, la présente convention sera résolue de plein droit à compter de la date à laquelle la Métropole en aura été informée par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 19 — Prescriptions diverses

Les parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques, sous réserve des dispositions réglementaires concernant l'accès à certains documents.

Conformément à la loi « informatique et liberté » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 06 août 2004, il est précisé que l'ensemble des parties est habilité à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la présente convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications par l'intermédiaire du Service des Affaires Juridiques/Contentieux de la Métropole. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exploitation du réseau de radiotéléphonie cellulaire numérique.

Article 20 — Expiration — Résiliation – Extinction

La présente autorisation pourra prendre fin dans les conditions suivantes :

Expiration :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit à l'arrivée du terme de la durée visée à l'article 3, sans que l'une ou l'autre des parties puissent prétendre à une quelconque indemnité.

Résiliation :

Considérant la nature juridique de la Dépendance occupée que le Bénéficiaire ne peut ignorer, ainsi que les conditions dans lesquelles la présente convention est consentie, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice.

Par accord mutuel : à tout moment.

Par résiliation — retrait :

À tout moment pour motif d'intérêt général, du fait des exigences du service public, ou en cas d'aliénation, la présente pourra être résiliée de plein droit avec un préavis de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par résiliation sanction :

En cas de faute du Bénéficiaire, la présente pourra être résiliée par la Métropole sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, deux mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception d'exécuter restée sans effet.

Extinction par disparition de l'objet :

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis par lettre recommandée avec accusé réception, notamment, en cas de disparition de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, de la cessation d'activité du Bénéficiaire qui pourrait entre autre résulter d'un changement d'architecture du réseau exploité par le Bénéficiaire d'une évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau, ou en cas d'évolution de la réglementation rendant impossible au Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux.

Dénonciation :

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à l'expiration de chaque période annuelle avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la Métropole, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente convention n'aurait pas été consentie.

Article 21 — Restitution des lieux

En fin de convention, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire :

- Récupérera les Infrastructures et équipements techniques qu'il aura installés sur les emplacements objet de la présente et qui lui appartiennent,
- S'engage à restituer les lieux, et les remettre en leur état initial dans le mois qui suit la fin de la présente, sauf si la Métropole décide avec l'accord du Bénéficiaire de conserver les modifications (améliorations et installations) qui auront été incorporées à l'immeuble et ce sans contrepartie ou indemnité. Un état des lieux de sortie sera effectué, dans les mêmes conditions que celui d'entrée dont les modalités sont fixées à l'article 8.

Article 22 — Élection de domicile — changement de domicile

Pour l'exécution des présentes et des suites, le Propriétaire et le Bénéficiaire élisent domicile à l'adresse indiquée dans l'identification des parties.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite au domicile régulièrement déclaré par chacune des parties.

Toute modification du domicile déclaré devra être signalée à l'autre partie.

Article 23 — Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente. A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif de Toulon sera compétent.

Article 24 — Frais

Tous les frais qui pourraient résulter de la présente convention seront supportés par le Bénéficiaire.

Article 25 — Nullité

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenue pour non valables ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

Article 26 — Préambule et document annexe :

Le préambule et les documents annexes, ci-après listées, font partie intégrante de la présente convention et ont valeur contractuelle.

Annexe 1 : Plan de situation du site

Annexe 2 : Dossier technique du Bénéficiaire

Annexe 3 : Fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile »

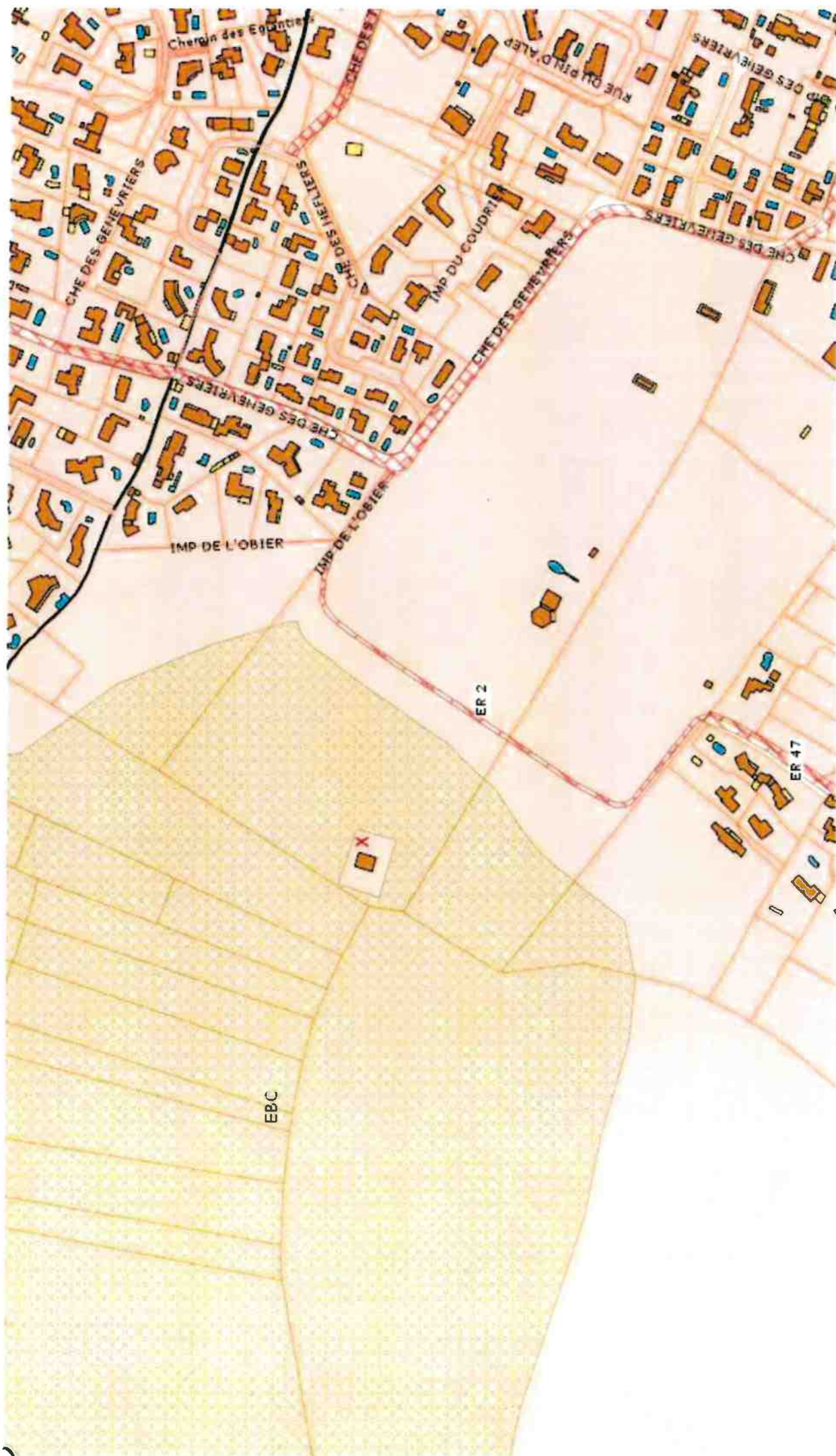
Fait à Toulon, le

Le Directeur de Déploiement
De la SAS FREE Mobile

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Antoine LE GAL

Jean Pierre GIRAN





Contours existants à remettre
échelle 1:50000, cote

Données existantes

1:50000

200

46

Section : DW
Parcelles : 200
Commune : LA CRAU

Echelle 1/1000

0 10 20 30 40 50m

MTPM VALLON DU SOLEIL

Champs de genévriers

RD : 83047_015_02

LA CRAU

Dessin : SEJNERAL

free mod'o

N FOUO : 3

PLAN DE MASSE EXISTANT

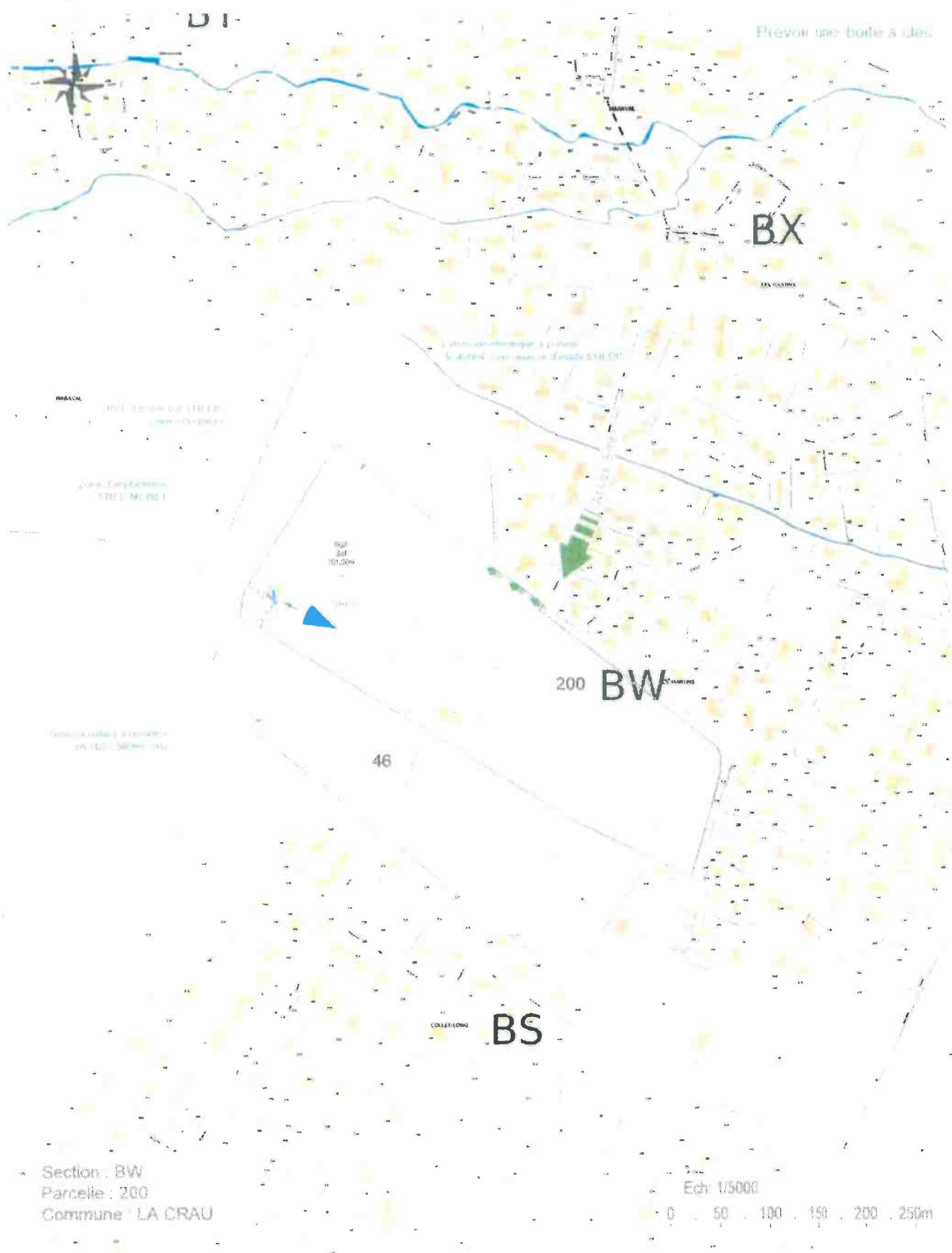
Date : 25/09/2023

Dossier : 1/10

Plan : 1/10

Fichier : 83047_015_02_MTPM_VALLON_DU_SOLEIL_Plan_1/10A.dwg

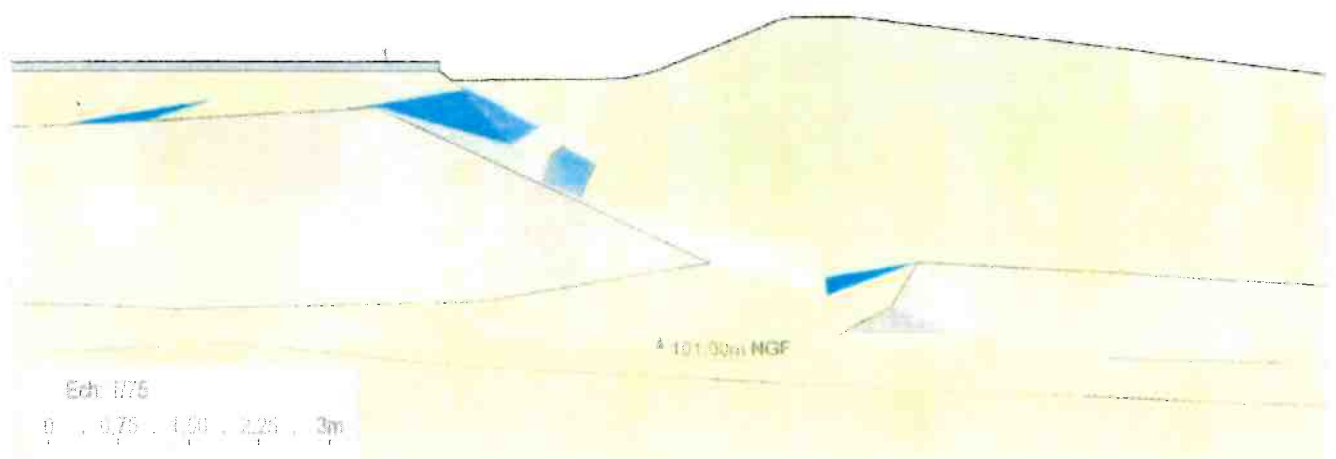
Echelle : 1:1000



MTPM VALLON DU SOLEIL			
Chemin des genevriers		ID: 83047_015_02	
83200 LA CRAU		Dessin: SEJNERA1	
PLAN DE SITUATION		Date: 25/09/2023	
DOSSIER A.P.S.	INDOCH IndA PROPRIET	83047_015_02_MTPM_VALLON DU SOLEIL_Plans_IndA.docx	Ech: 1/5000

N. F. S. 25

Défile béton existant



MTPM VALLON DU SOLEIL

Chemin des genevriers

ID: 83047_015_02

83280 LA CRUZE

Dessin: SEJNERA, I.

free mode

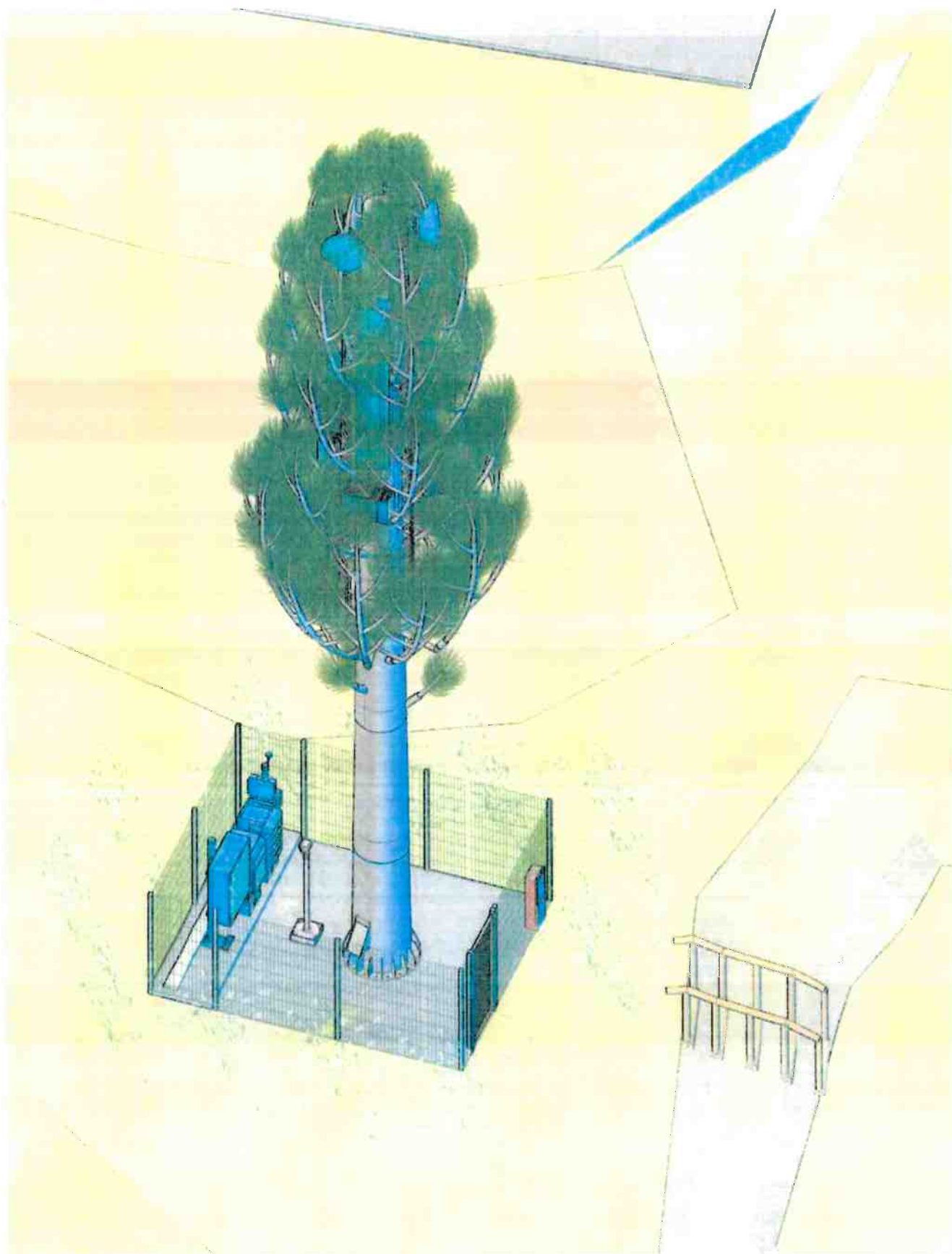
N° FOLIO: 3

PLAN D'ELEVATION EXISTANT

Date: 25/09/2023

DOSSIER: A.P.S. INDICE IndA FICHER: 83047_015_02_MTPM_VALLON_DU_SOLEIL_Flans_IndA.dwg

ECH: 1/75



MTPM VALLON DU SOLEIL

Chemin (pro) génériques

83260 LA CRAU

DETAIL, VUE 3D

83047_015_02

Dessin : SEJNERAL

Date : 25/09/2023

PS, 10

free mobile

N° FOUO : 8

DOSSIER: A/15 INDIC: IndA FICHER: 83047_015_02_MTPM_VALLON_DU_SOLEIL_Plans_IndA.dwg

